

# LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

ORGANE SOCIALISTE HEBDOMADAIRE.



Pas de droits  
Sans devoirs.

AN-ARCHIE—COLLECTIVISME—MATÉRIALISME.

Pas de devoirs  
Sans droits.

## ABONNEMENTS.

FRANCE un an 10 francs.— 6 mois 5 fr. 50  
ESPAGNE id. 20 réaux id. 11 réaux.  
ÉTRANGER id. id. (port en sus) id. id. (p. e. s.)

## PRIX DU NUMÉRO

Un demi réal.

## ABONNEMENTS.

FRANCE 3 mois 3 francs. 1 mois 1 franc.  
ESPAGNE id. 6 réaux. id. 2 réaux.  
ÉTRANGER id. id. port en sus id. id. (p. e. s.)

*Les abonnements partent du 1.<sup>er</sup> et du 15 de chaque mois; les manuscrits ne sont pas rendus.*

*Barcelone le 17 Juin 1873.*

## LA SITUATION.

La chute de Foutriquet doit avoir enfin arraché des yeux du peuple le bandeau qui les couvrait depuis si longtemps. Les doctrinaires de la bourgeoisie, les hommes de la gauche impériale viennent de laisser détruire, tranquilles sur leurs banes, la république de Septembre comme ils ont laissé détruire la république de 48. Que nous importe à nous hommes de la Révolution! La République qui est morte, la république qu'ils ont tuée c'est la leur; c'est la république qui massacre la république qui fusille. La nôtre, c'est la *République sociale*, celle qui n'a fait qu'une apparition dans notre histoire et qui a étonné le monde par son énergie. A celle-ci l'avenir appartient.

Il est nécessaire cependant que nous tirions des événements les enseignements qu'ils renferment. Il faut nous souvenir que chaque fois que le peuple par son courage et son dévouement s'est approché du but qu'il poursuit, aux journées de Juin, comme aux journées de la commune, ces hommes furent ses plus cruels ennemis. Qui de nous ne se rappelle Ledru Rollin montant à cheval contre les barricades? qui de nous ne se souvient de Jules Favre (ce faussaire était alors Excellence) appelant les sévérités des cours Européennes sur ceux qu'il ose nommer «les malfaiteurs de droit commun»? A cette époque, les plus vergogneux sinon les plus adroits se sont contentés de venir en Espagne avoir un mal de gorge à St. Sébastien.

Ne nous laissons plus aller aux charmes de leurs paroles, à la séduction de leurs hypocrites caresses; ne les aidons pas à reconstituer cette opposition pitoyable que nous avons vu à l'œuvre sous l'empire et qui était un soutien du régime impérial. Ne les aidons pas à mériter le nom que leur donne si heureusement un journal de Bruxelles, de «*Républicains de l'Empereur*».

Tout parti, tout groupe, toute classe, qui arrive au

moment de son émancipation se définit dans l'histoire par la *sécession*; il se pose comme les communes en face de la féodalité, comme la bourgeoisie en face de la noblesse, comme l'Internationale en face de la bourgeoisie. Constituons nous donc en collectivités distinctes en dehors de leurs comités et de leurs journaux dissolvants, et là, préparons l'avenir. Que les événements nous deviennent favorables et une fois de plus la République sortira de l'insurrection, mais alors ce sera la République véritable, la République communaliste, la République que nous désirons.

Vont ils plaider leur cause devant le peuple, ces *princes, ces prétendants de la parole*! dites leur résolument qu'ils ne sont pas des vôtres. Et s'ils vous demandent ce qui vous sépare, répondez leur les barricades de Juin et les fusillades de la commune de Paris.

## LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE.

Enfin la République fédérale est proclamée. Déjà cette nouvelle a fait le tour du monde, portant la consternation sur les trônes de l'Europe et la joie dans les ateliers. Certes, nous ne venons pas au milieu de l'enthousiasme général jeter une note discordante, mais nous sommes de ceux qui pensent que la vigilance du peuple est le salut de la Révolution. Qu'il veille donc ce peuple qui a le doigt sur la détente de son fusil et son émancipation politique et sociale est assurée.

République fédérale! Que de choses dans ce mot? Il signifie *autonomie de l'individu, autonomie de la corporation, autonomie de la Commune*; il contient à lui seul la Révolution toute entière. Oui, nous l'acclamons cette République, mais nous exigeons qu'en nous la donne toute entière, jusque dans ses dernières conséquences. Nous avons le *mot*, nous voulons la *chose*. Si l'on refuse, si l'on s'arrête dans la voie où l'on vient de s'engager, ce ne sera pas un pas en

avant qu'on aura fait, mais un pas en arrière, et le peuple encore une fois trompé ne comptera dans son histoire qu'une mystification de plus.

Fédération vient du mot latin *fœdus fœderis*, qui signifie pacte, contrat, alliance. Quiconque donc se prononce pour la Fédérale, prend parti pour le régime des *contrats* contre celui des *gouvernements*; *fédéral* est synonyme d'*anarchiste*.

Aux temps heureux où veulent nous ramener les assassins et les incendiaires de sa majesté D. Carlos, c'est à dire à l'époque religieuse du droit divin et de la monarchie absolue, Papes et Rois prétendaient maintenir l'ordre au sein des collectivités humaines, faire disparaître les conflits qu'engendre la divergence des intérêts en ne suivant pour cela d'autre règle que leur caprice. Le mandat leur était transmis par la sainte ampoule mérovingienne, et il leur venait de celui que Raoul Rigault dans une phrase déjà célèbre a appelé «le nommé Dieu.» Mais cet état de choses ne pouvait durer. Sans compter ce qu'il contenait de révoltant pour des cœurs d'hommes libres, ce système avait encore l'inconvénient d'être rempli d'impossibilités matérielles. Comment en effet pouvait-on obéir à un ordre qui n'avait pas été notifié, ou qui s'il l'avait été pouvait varier d'un instant à l'autre? Devant l'impatience de peuples et l'imminence de la révolte la vieille société dut céder. Ce fut l'avènement de la bourgeoisie, la mort du pouvoir absolu, la naissance du parlementarisme, l'entrée en scène du régime des *Lois*.

Alors sur les débris de l'ampoule royale s'élève l'urne populaire; de cette urne sortiront les noms de ceux qui seront revêtus du pouvoir le plus absolu qui fut jamais. Ces hommes, ces députés feront des lois qui régiront tous nos intérêts sociaux et politiques; lois qui seront innombrables comme ceux-ci, lois que d'après le code je serai censé connaître et dont je ne saurai pas un mot. Les circonstances changeront et ces lois seront immuables. La huit février, par exemple, jour de peur et de honte fuira dans le passé, et le peuple revenu de sa terreur, sorti par miracle du massacre, libre des fers de l'étranger, voudra s'élancer radieux dans la voie de l'avenir; mais une barrière de fer l'arrêtera. et cette barrière c'est lui-même qui l'aura forgée. Et voilà ce que les bourgeois ont cru l'idéal à atteindre! Eh bien, nous leur affirmons, nous, socialistes, qu'ils se sont trompés, que si nous obéissons à leurs *Lois* c'est que nous y sommes forcés, mais que du jour où en épaulant un fusil nous pourrions briser leurs entraves nous n'y manquerons pas. Nous nous déclarons prêts à traiter, à discuter entre nous et à signer des contrats, mais nous ne voulons plus de lois, pas plus de celles qui sortent de l'urne électorale, que de celles que le Roy octroyait jadis à ses peuples. Nous repoussons tous les gouvernements qu'ils soient basés sur le Droit divin ou qu'ils soient issus du Droit parlementaire.

Quand nous disons contrat, nous entendons parler du contrat tel que le concevait Proudhon; celui par lequel individus ou groupes s'obligent *reciproquement* à donner ou à faire une chose qui est l'*équivalent* de ce qu'on leur donne ou de ce qu'on fait pour eux (contrat synallagmatique et bilatéral); il nous faut de plus que chaque contractant se *réserve plus de liberté qu'il n'en abandonne*.

Cette définition du contrat social est nécessaire.

Le contrat en effet n'est pas étranger à l'idée monarchique; sous ce régime le sujet est bien lié au prince par une obligation, un quasi-contrat; mais comme le premier doit tout au second qui n'est responsable que devant ce qu'il appelle son Dieu, c'est à dire devant le néant, comme ici le contrat est plus supposé que réel nous le rejetons.

Dans la théorie de Jean-Jacques, qui est celle des Jacobins, le contrat social est une fiction de légiste. Il n'est pas effectif, proposé, débattu, accepté, modifié à volonté par les contractants. Entre ce contrat et le contrat fédératif il y a toute la distance de la réalité à l'hypothèse, nous le repoussons.

Le contrat révolutionnaire, le contrat tel que nous venons de le définir, doit être la base de toute république sérieusement fédérale, et ceux que les circonstances ont chargé d'organiser celle qui vient de naître ne doivent pas l'oublier. La première unité sociale qui réclamera son autonomie est le travailleur. Il a des intérêts qui lui sont propres, qu'il connaît et que nul mieux que lui n'est capable de défendre. C'est à lui d'arrêter le contrat sous lequel il veut vivre; ni au nom du droit divin, ni au nom du droit populaire on ne peut lui imposer des *lois*. Chaque travailleur a un intérêt comme producteur; cet intérêt est clair, net, précis. le même pour tous ceux qui exercent la même profession. Qu'il s'entende donc, qu'il contracte avec eux pour sauvegarder cet intérêt, et ainsi se formera l'un des organes les plus importants du corps social, un organe ayant droit à son autonomie, l'organe de la production. De même au point de vue de la consommation, chaque travailleur s'entendra avec ceux qui habitent la même commune que lui. C'est à la Commune que l'on consomme, que l'on se nourrit, que l'on s'habille, que l'on se délasse, que l'on s'instruit, que l'on jouit en un mot de tous les produits de la civilisation moderne. Il y a là un intérêt majeur qui doit être la base d'une autre collectivité autonome, la collectivité communale. Que l'on trouve des groupes ou des individus plus capables de contracter que ceux-ci: travailleur, corporation, commune.

Seront-ce les États? Si c'est à la constitution indépendante des provinces, à une autonomie territoriale arbitraire que visent les bourgeois fédéraux, ils n'ont pas la conscience de l'idée fédérale. Que nous importe à nous que le pouvoir soit seulement à Madrid ou qu'il y en ait un dans toutes les capitales des provinces? Est-ce que le pouvoir sera détruit? On ne sera arrivé qu'à en établir un plus grand nombre. Ce n'est pas le déplacement du gouvernement qu'il nous faut c'est sa destruction complète, absolue, ainsi que celle des institutions qui lui font cortège. S'ils ne veulent ces hommes qu'arracher au pouvoir central toutes ses prérogatives pour les transporter au sein des assemblées provinciales, s'ils veulent que toutes les vexations gouvernementales pèsent toujours sur nos têtes, s'ils sont partisans des demi-mesures, effrayés de la Révolution, ce sont des ennemis du peuple.

Comme nous l'entendons, l'idée fédérative est épuisée jusques dans ses dernières conséquences; c'est le contrat allant partout donner la chasse à la tyrannie gouvernementale et ne la laissant subsister nulle part, émancipant l'individu dans le groupe et le groupe dans la société. C'est que quand la Révolution saisit un principe, elle n'hésite pas; ou il est faux, et résolument

elle le rejette ou elle pense qu'il est conforme à l'idée qu'elle se fait de la Justice, et elle ne recule jamais devant son application.

## CHRONIQUE DU TRAVAIL.

FRANCE.—Il paraît que l'Exposition de Vienne est un bon stimulant pour les ouvriers parisiens; un grand nombre de corporations s'organisent corporativement; les cordonniers, les chaudronniers et les sculpteurs sur bois sont dans ce cas. On dit aussi que les corporations constituées s'occupent elles-mêmes de la rédaction du formulaire et s'entendent pour envoyer directement leurs délégués sans le secours de la commission Tolain, Cantagrel, Portalis... etc... Le bon sens de nos amis les a bien vite avertis qu'il y avait là-dessous une question électorale, et ils prétendent avec raison ne pas vouloir se prêter à ce petit calcul.

Certes, nous les en félicitons. Mais pourquoi admettre dans leurs rangs des patrons et les laisser participer à la nomination des délégués? Cette promiscuité enlève à leur manifestation les trois-quarts de sa signification.

BELGIQUE.—L'inepte bourgeoisie de la Vallée de la Vesdre, en se livrant au plus honteux agiotage a tué l'industrie de ce pays. Comme les fédérations offraient aux travailleurs sans ouvrage des secours pécuniaires, voici la digne réponse qui leur a été adressée :

«Au Conseil fédéral belge.

Tout en remerciant le Conseil Fédéral Belge de ses sentiments généreux à notre égard, nous déclarons au nom de tous les ouvriers de l'Internationale dans notre bassin que nous n'acceptons pas leurs secours.

Nous saisissons cette occasion pour inviter toutes les fédérations à employer l'argent de leur caisse à compléter et à activer l'organisation du parti socialiste révolutionnaire.

Quant à nous nous supporterons notre misère, et nous nous préparons à la Révolution espérant que tous les travailleurs nous prouveront bientôt la solidarité qui les unit à nous, autrement que par des envois d'argent.

Le Conseil fédéral du bassin de la Vesdre.»

Suivent les signatures.

Le conseil fédéral Belge a envoyé une circulaire à toutes les fédérations, les engageant à donner mandat à la fédération Jurassienne pour le choix du lieu de réunion du prochain congrès général de l'Association Internationale des Travailleurs et pour l'organisation de ce Congrès.

ESPAGNE.—Dans la péninsule les grèves vont grand train. Plusieurs de nos amis savent que les tonneliers espagnols se sont mis en grève, et nous espérons qu'il n'y aura pas en France un ouvrier assez peu digne de ce nom pour venir travailler dans les ateliers qu'ils ont abandonnés. Les travailleurs des champs ont tenu dernièrement un congrès à Barcelone où 45 sections étaient représentées; le congrès à la fin de ses travaux a adhéré au milieu de plus grand enthousiasme à l'Association Internationale des travailleurs. Mais ce qui prouve surtout les progrès que font dans le monde du travail les idées collectivistes, c'est l'attitude qu'a

pris le congrès de l'Union manufacturière, dont nous avons donné le résumé. Ces idées enfin commencent à vaincre les obstacles qui dans ce pays de préjugés religieux les avaient empêchées d'avoir accès auprès de nos compagnes. Dimanche dernier a eu lieu une réunion de femmes, couturières, modistes, piqueuses de bottines, chemisières, etc. Après un excellent discours d'une de ces citoyennes qui se termina par un *Vive la liquidation sociale!* chaleureusement applaudi, plusieurs sections de femmes furent constituées. La Révolution marche, et c'est en vain que: *Celui qui met un frein à la fureur des flots*, s'il existait, tenterait d'en arrêter le cours.

Nous répétons que les limites étroites de notre journal ne nous permettent pas de donner des nouvelles plus détaillées sur le vaste mouvement social qui s'opère en Espagne. Nous nous bornerons à relater les faits les plus importants.

Deux mille agriculteurs de Barcelone, entrés dans l'Internationale depuis un mois à peine, viennent déjà de remporter une première victoire. Après 3 jours de grève, ils ont obtenu l'augmentation de salaire qu'ils demandaient. Il règne parmi eux une grande animation révolutionnaire socialiste.

La grève des chapeliers des Barcelone continue dans trois ateliers. Le plus important est celui d'un bourgeois français, nommé Marin, chef de file de ses collègues, et qui a dû prendre la fuite pour se soustraire aux légitimes représailles des grévistes dont il avait provoqué la colère par des tentatives de voies de fait.

ANGLETERRE.—Depuis le congrès de La Haye le mouvement social s'est fort développé en Angleterre. Les Trades-unions étaient de leur nature peu disposées à se laisser entraîner à la remorque d'un pouvoir; ce n'est que depuis l'insuccès de la campagne autoritaire qui a été entreprise que la marche du prolétariat a été activée. Aujourd'hui la situation des travailleurs est peu satisfaisante si non précaire, et les grèves vont commencer. Il y a déjà eu une grève de 3000 charpentiers de Liverpool; les charpentiers de Londres se préparent de leur côté. Enfin les ouvriers agriculteurs viennent de tenir à Leamington leur seconde réunion ouvrière.

## CORRESPONDANCE D'ITALIE.

Bologne le 13 Juin 1873.

Compagnons:

Comme je vous le disais dans une dernière lettre, la croisade qui s'est ouverte en Italie contre notre Association, loin de nous intimider, nous donne une force toujours croissante, soit en mettant à l'épreuve le dévouement des nôtres, et en montrant quelle abnégation peut inspirer la puissance de nos principes, soit en grossissant nos rangs de tous les hommes de cœur et d'action, qui instinctivement révolutionnaires, sentent que là doit être la Justice, où s'acharne la haine, où tombent les coups des gouvernements.

De nouveaux organes de notre parti, qui surgissent chaque jour, répondent par une propagande de plus en plus active à la persécution. Hier c'étaient le *Bulletin* de notre Fédération, et la *Discussion* de Turin qui paraissaient dans l'arène de la presse révolutionnaire. Demain ce seront *Il Socialista* de Rome et *L'Avenir sociale* de Plaisance qui y feront leur entrée. Vous pourrez juger de la ferme attitude qu'a prise l'Inter-

nationale dans ce pays, par les courageux passages suivants que ne craint pas de publier le premier de ces organes malgré le peu de liberté dont jouit la presse italienne.

«La bourgeoisie italienne, dit le *Bolletino*, étonnée brûlant d'indignation et de rage, chercha une occasion et un prétexte pour légitimer ses nouveaux crimes.

«Le prétexte fut le Congrès de la Mirandole.

«Les nouveaux crimes furent la violation cynique des règles les plus élémentaires de justice et de liberté, les arrestations arbitraires, les perquisitions, les vols et les autres infamies commises à Mirandole, à Bologne, à Modène et à Parme.

«Et lorsque dans nos lettres violées, la bourgeoisie constata la force et la puissance de ceux qu'elle prétendait détruire, sa fureur devint de la démence, et de tristes visions de bûchers ardents et de fantômes lugubres achevèrent de lui troubler la raison.

«Mais qu'on ne l'oublie pas; elle fut la première à jeter le gant de défi à l'autorité et à la tyrannie en 1789. Le prolétariat du monde entier a ramassé ce gant ensanglanté en jurant de se venger de ceux qui l'ont indignement trahi.

«Et cette pensée empoisonne les derniers jours d'une vie de débauche et d'orgie.»

Notre réveil ne date véritablement que de la chute de la Commune; mais comme vous pouvez en juger, nous marchons à grands pas vers le but. Nous travaillons avec énergie, et nous pourrions bientôt vous annoncer qu'à notre tour nous aurons mis la main à la pâte, qu'à notre tour nous aurons commencé la *Révolution sociale*.

*Salut et égalité.*

## COSAS DE ESPAÑA.

De la même façon que la France est une République, la nation espagnole s'appellera une République FÉDÉRALE. Les Cortes Constituentes viennent de le voter. C'est tout ce qu'on pouvait en attendre. Elue en effet sans le concours des monarchistes de toutes nuances qui se sont abstenus, et sans l'appui d'un grand nombre de travailleurs qui pensent que l'égalité et la Révolution sont choses incompatibles, cette Chambre ne représente que la classe moyenne et la bourgeoisie, la bourgeoisie à la mode, la bourgeoisie essayant de se sauver en revêtant sa dernière forme, la forme républicaine et fédérale.

Dès sa première séance elle a donné la mesure de ce qu'elle pouvait faire. Elle s'est dès le premier moment présentée divisée en deux camps. L'un celui des conservateurs à outrance, qui aux clameurs de l'exploité, qui d'en bas s'élevaient jusqu'à lui, entend faire la sourde oreille, et se croit assez fort pour lui répondre en lui montrant les dents; l'autre moins nombreux, qui s'appelle le parti des *réformistes*, et qui pense avoir raison pour quelque temps au moins des revendications du prolétaire, en lui jettant en pâture, pour l'empêcher d'aboyer et de mordre, quelques lambeaux de réformes sociales. Telles sont les deux fractions de la bourgeoisie législative qui se sont livrées bataille dans la nuit du 8 ou 9 Juin.

Nuit qui eût pu devenir glorieuse, date qui eût pu rester à jamais célébrée par sa grandeur, dans les annales des parlements! C'eût été le moment pour les *réformistes*, s'ils étaient vraiment socialistes, de présenter les cahiers du travail formulés déjà par les innombrables sections de l'Internationale qui couvrent le sol de l'Espagne. C'eût été le moment pour la nouvelle féodalité, qui quoique elle fasse à vécu, de tomber avec honneur, en faisant généreusement à son tour l'abandon de ses privilèges, les sacrifices de ses monopoles. Nouvelle nuit du 4 Août, c'eût pu être en un mot l'inauguration d'une nouvelle ère, l'inauguration de la Révolution pacifique. La bourgeoisie ne l'a pas compris. Elle a continué à rouler dans son ornière fuyant la Révolution, qui malgré elle, la poursuit et l'atteindra, et qui se souviendra de ses dédains le jour où elle tirera du fourreau son glaive sauveur.

C'est sur le terrain de l'élection du nouveau gouvernement

que se sont rencontrés les deux partis des Cortès. Nous n'entrerons pas dans les détails de toutes les scènes comiques et scandaleuses auxquelles elle a donné lieu. Qu'il nous suffise de dire que la presse républicaine et bourgeoise en est elle-même honteuse et qu'un de ses organes, *El Estado Catalán* ne craint pas d'écrire dans ses colonnes à leur adresse les lignes suivantes: «Et ce qu'il y a de plus triste c'est que majorité et minorité furent à la même hauteur. Tous étaient guidés par le même mobile, tous également prirent part à ce repoussant spectacle. Politiques de métier trafiquants de la nation; voilà ce que c'étaient que les uns que les autres.»

C'est en effet que cette lutte où les principes et la ligne de conduite servaient de prétextes, n'était autre chose qu'une course au portefeuille. Quatre jours virent éclore successivement cinq ministères. Et dans leur égoïsme individuel, ces voraces et budgetophiles bourgeois oublièrent leurs intérêts de classe. Et quand enfin fatigués du combat, ils consentirent à y mettre fin en se partageant la proie, en formant, en style parlementaire un ministère de conciliation, il se trouva que malgré eux, ils avaient poussé le char de la Révolution. Le discrédit de l'Assemblée, et la ruine de l'autorité dont quelques idoles jouissaient encore auprès de certains travailleurs abusés, voilà son bénéfice net.

De graves événements peuvent être la conséquence de ce suicide moral de l'Assemblée. Et la Révolution qui seule en somme est l'ordre, quoiqu'il nous répugne de nous servir de ce mot si prostitué, la Révolution, intervenant entre les larrons épuisés, dira peut-être le dernier mot de la situation.

Des informations prises sur la cause de l'insurrection de l'armée de Valence, il résulte que l'excitation au soulèvement est venue par voie de provocation de la part des chefs (obéissants certainement au mot d'ordre d'un complot alphonstiste). Deux pauvres soldats désarmés sont tombés sous les balles de ces assassins uniquement pour avoir crié: *Vive la fédérale!* — «Tu ne le répéteras pas», dit en faisant feu un de ces brigands. Nous parierions cent contre un, que le gouvernement de la République fédérale, laissera ces crimes impunis. Nous ne savons pas en effet qu'on ait exercé la moindre poursuite contre les coupables, mais nous lisons dans le discours que le nouveau président de la République, M. Pi, vient de lire aux Cortès cette déclaration, qu'il châtiât avec toute sévérité les soldats insubordonnés, et les chefs qui ne feraient pas leur possible pour réprimer l'insurrection. C'est donc clair, il n'y aura de sévérité pour les chefs que s'ils en manquent eux-mêmes envers leurs subordonnés. Pour qui sait entendre, on voit ce que cela veut dire. Mais les soldats de l'armée espagnole ont compris que c'est d'eux seuls qu'ils doivent attendre justice, et comme leurs frères de la garnison de Sagonte (province de Valence), ce sont eux-mêmes qui la feront.

Dans cette ville en effet les officiers du second bataillon de chasseurs, avaient abandonné le corps, on ignore pourquoi. Un lieutenant-colonel envoyé pour en prendre le commandement, fait former les rangs; et après avoir commandé fixe! il les parcourt en frappant à coups de canne, à coups de poings. à coups de pieds, les soldats dont après une heure déjà le regard n'est pas immobile. Puis il les apostrophe d'une façon outragante. Ce fut la signal de l'explosion de leur légitime colère. Sur-le-champ justice était faite, et l'insolent tyranneau payait de sa vie son arrogance.

Mais le vice est dans l'organisation même de l'armée. Et les prolétaires, persuadés que la défense des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs, eux-mêmes ne veulent plus la confier à des hommes qui en fassent spécialement métier. A Grenade, à la suite d'un meurtre commis par un carabinier, le peuple s'est soulevé demandant le désarmement du corps. Après cinq heures de feu, les carabiniers ont dû céder, et ont livré leurs armes. Ce succès a coûté malheureusement de nombreuses victimes, mais c'est surtout le sang des victimes qui féconde le progrès!

Administration et Rédaction, calle del Parlamento n.º 40, piso 3.º, Barcelona (Ensanche). España.

Barcelonne: Imprimerie de Joseph Miret, rue Cortes, n. 289 et 291.